

CULTURE RÉFORMISTE À TUNIS À LA FIN DU XIX^E SIÈCLE

Anne-Laure DUPONT est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne (Paris IV). Elle a passé un mois en accueil scientifique à l'IRMC dans le cadre de sa recherche.

Après avoir travaillé sur l'histoire de la vie intellectuelle au Moyen-Orient des années 1880 à la Deuxième Guerre mondiale, avec, notamment, une thèse sur l'écrivain et journaliste Jurjī Zaydān (1861-1914), nous nous intéressons à la gestion de l'héritage de Khayr al-Dīn en Tunisie au moment de la crise d'Orient à la fin des années 1870 et dans la première décennie du Protectorat français. La recherche part des itinéraires comparés des cheikhs Muhammad Bayram al-khāmis (1840-1889) et Muhammad b. 'Uthmān al-Sanūsī (1851-1900), oulémas proches de Khayr al-Dīn qui les associa à son vizirat en leur confiant qui la direction, qui un poste dans deux institutions phares de l'État tunisien réformé : l'Imprimerie officielle (fondée en 1860) et l'Administration des Habous (fondée en 1874).

Pourquoi s'intéresser à ces hommes qui ont laissé beaucoup d'écrits, désormais imprimés, en particulier de volumineux récits de voyages qui disent beaucoup de leur culture, de leurs idées, de leurs rencontres et des espaces dans lesquels ils se mouvaient. À ces sources s'ajoute la littérature secondaire en arabe relative à Muhammad Bayram, qui jouit depuis les années 1990 d'un regain d'intérêt.

En raison, ensuite, de leur proximité personnelle et intellectuelle qui ne les empêcha pas de faire des choix politiques différents une fois la France établie en Tunisie : instruits à la Zaytūna, extrêmement pieux, ouverts au monde tout en étant très soucieux de défendre les mœurs islamiques, curieux des innovations techniques, versés dans les techniques d'imprimerie et le



© Wikipedia.org

journalisme, partisans des régimes constitutionnels en pays musulmans, ils collaborèrent sous le ministère de Khayr al-Dīn, avant d'être confrontés au Protectorat français. C'est alors que leurs chemins commencèrent à diverger. Se retrouvant à Istanbul en 1882, ils portèrent des appréciations différentes sur l'éventualité d'une intervention diplomatique des Ottomans contre la France, Muhammad Bayram l'appelant de ses vœux quand Muhammad al-Sanūsī cessait d'y croire. Ils se rangèrent néanmoins ensemble derrière la bannière de leur pair égyptien, le cheikh Muhammad 'Abduh (1848-1905), alors en passe de devenir l'icône du mouvement réformiste arabe. À sa suite, ils furent parties prenantes d'un anti-impérialisme musulman modéré, qui fit suffisamment peur aux Européens pour que ceux-ci le baptisent du terme à connotation menaçante de « panislamisme ». Muhammad al-Sanūsī envisagea une forme de résistance légale à la domination coloniale qui montra rapidement ses limites (affaire de Tunis, *al-nāzila al-*

tūnisiyya, avril-mai 1885). Quant à Muhammad Bayram, il avait choisi un exil définitif et, après Istanbul, s'était installé au Caire où il lança la revue *Al-I'lām (L'Information)* en janvier 1885. Dénonçant la politique française en Afrique du Nord, il y soutenait les droits de l'Empire ottoman en ses domaines bien protégés et préconisait une entente entre celui-ci et la Grande-Bretagne dans le règlement de la question d'Égypte. L'année de la mort de Bayram en 1889, Muhammad al-Sanūsī, qui avait fini par se rallier au Protectorat en faisant confiance à la mission de civilisation de la France, était membre de la délégation tunisienne à l'Exposition universelle de Paris.

À travers ces deux hommes, c'est toute une culture réformiste valorisant l'union de l'islam et des confréries, l'expression de la piété, l'éducation, le recentrage sur le Coran et la Sunna, ainsi que la lutte contre la corruption morale et la déperdition identitaire, qui se donne à voir. Bayram et Sanūsī témoignent aussi de la complexité des relations du réformisme à la politique et au pouvoir. Le réformisme est foncièrement politique en raison du projet collectif qu'il véhicule et des hommes qui le portent, très souvent formés pour le service de l'État. Dans les années 1880, toutefois, face à des pouvoirs coloniaux ou autoritaires comme celui du sultan-calife Abdülhamid II, il tend à se recentrer sur les questions culturelles et religieuses et privilégie soit le retrait, soit une collaboration mesurée avec les autorités quand elles prétendent agir au nom de la civilisation et du progrès. Les deux hommes donnent enfin à voir les circulations de journalistes, d'oulémas et d'hommes politiques qui se constituent entre Tunis, Le Caire, Istanbul, Londres, et la souplesse des stratégies adoptées vis-à-vis des puissances ottomane et européennes.

Anne-Laure DUPONT



Parution en octobre 2011 de l'ouvrage de Jocelyne Dakhia, « Tunisie Le pays sans bruit », Actes Sud, ISBN : 978-2-330-00122-3. Jocelyne Dakhia est historienne et directrice d'études à l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Elle a dirigé en 2000 et 2001 à l'IMRC le programme de recherche « Trame de langues ».

De tous les pays du monde arabe, la Tunisie était sans doute celui dont on attendait le moins qu'il entre en Révolution. Cet événement inouï a surpris le monde entier. Ce basculement révolutionnaire, cette libération inespérée n'étaient dans aucun programme politique, dans aucune perspective un tant soit peu articulée. Il n'y aurait donc pas de sens à prétendre, rétrospectivement, l'événement prévisible et à l'enfermer, tout aussi rétrospectivement, dans une téléologie ou linéarité historique.

Jocelyne Dakhia se positionne comme citoyenne franco-tunisienne au moins autant qu'en tant qu'historienne pour nous livrer une réflexion sur la révolution que vient de vivre la Tunisie, analysant tout à la fois le contexte dans lequel le pays se trouvait au moment du déclenchement de la révolution et ses premiers développements politiques.

